

NICE MATIN. 27 Septembre 2017.

## Côte d'Azur

# Que faire pour lutter contre le terrorisme ?

Dialogue citoyen ouvert au public, demain à Nice, sur le thème de la lutte anti-terroriste, avant que les maires d'Europe et de Méditerranée s'emparent du sujet, vendredi et samedi

**P**lus forts ensemble contre le terrorisme ? La question est au cœur du dialogue citoyen, demain de 18 heures à 19 h 30, au centre universitaire méditerranéen de Nice<sup>(1)</sup>. Ce débat public (sur inscription) est organisé par la Commission européenne, en partenariat avec *Nice-Matin*. Le résultat de la consultation en ligne, qui vous est ouverte sur [nicematin.com](http://nicematin.com), sera dévoilé. Christian Estrosi participe à cette rencontre ainsi que Julian King, commissaire européen à la sécurité. Vendredi et samedi, des maires viendront de toute l'Europe et du bassin méditerranéen pour évoquer leurs propres réponses, en matière de prévention de la radicalisation et de sécurisation et de l'espace public, en présence, après-demain, du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. Temps fort : la signature, vendredi d'une déclaration de Nice qui doit être votée par les participants.

(1) CUM - 65, Promenade des Anglais. Inscription obligatoire sur <http://nice.debat-europe-2017.eu>

Alors que la lutte contre le terrorisme est un enjeu majeur des gouvernements européens, nombreux sont ceux qui mettent en place des mesures pour mettre en échec le terrorisme. Quelles sont les différentes stratégies en place dans les pays occidentaux ? Tour d'horizons.

► **En Suède, on mise sur le réseau associatif**  
Concrètement, l'initiative suédoise passe par un réseau de quelque 280 personnes (une par commune) qui vise notamment à associer écoles, cultes, collectivités locales, ainsi que les mères de famille. La philosophie met l'accent sur la prévention, le dialogue et la coordination des différents acteurs, en limitant le volet pénal. D'où la présence de l'association Sapa qui regroupe des volontaires dans le but de décourager des jeunes sur le point de rejoindre la Syrie. Ces bénévoles, dont de jeunes musulmans, se rendent chaque jour dans trois aéroports du pays pour tenter de repérer des individus sur le départ et de les convaincre à renoncer à leurs projets.

► **Au Danemark, une méthode douce pour réintégrer les djihadistes**  
Eux misent plutôt sur la méthode "douce". Au Dane-



Pour mettre en échec le terrorisme après les attentats qui ont touché l'Europe ces dernières années, les pays occidentaux mettent en place différentes méthodes de lutte. (Photo AFP)

mark, un programme de déradicalisation a été lancé dès 2007 pour tenter de réintégrer les candidats au djihad. Si les résultats sont parfois contestés, le pays reste l'un des premiers en Europe, avec les Pays-Bas, la Norvège et la Grande-Bretagne, à avoir pris des mesures concrètes de lutte contre le terrorisme. À Copenhague, la capitale, mais aussi à Aarhus, la deuxième ville du pays, une cellule de coopération entre police et municipalités prend directement en charge les jeunes Danois radicalisés. L'affaire des caricatures de Mahomet en 2007 et divers attentats déjoués à l'époque ont déclenché une

vraie prise de conscience collective au Danemark. Mais c'est donc Aarhus qui a été choisie comme "ville test" pour lancer un nouveau programme de lutte contre le terrorisme, avec une approche bien différente des autres pays européens. L'idée a été d'instaurer une action de contact continue avec les élites musulmanes danoises, des plus modérées aux plus radicales. Certains jeunes sont suivis par un "mentor ou tuteur", une personne qui travaille directement avec eux pour leur apporter des réponses personnalisées. Les neuf mentors employés à temps partiel expérimentent les

méthodes (discussions, accompagnement à l'emploi...) et consignent systématiquement leur efficacité. Même si aujourd'hui, les avis de cette méthode restent partagés, on constate toutefois qu'en quelques années, le nombre de djihadistes danois partis en Syrie a été divisé par sept.

► **En Norvège, on implique davantage la communauté musulmane**  
Le pays n'a que très peu connu la menace terroriste, même si depuis le massacre d'Utøya en juillet 2011, l'ombre d'Anders Behring Breivik plane toujours au-dessus de la société norvégienne. L'axe principal de

la politique nationale de lutte contre le terrorisme s'appuie aujourd'hui sur la police de proximité et les excellents contacts avec la communauté musulmane, qui compte près de 150 000 personnes et qui est devenue très active dans la lutte contre la radicalisation.

► **Aux Pays-Bas, on cherche d'abord à prévenir la radicalisation**  
Dès 2005, des villes comme Rotterdam, Amsterdam ou La Haye avaient déjà lancé des initiatives de leur côté. Le programme original incluait surtout des actions contre la radicalisation et le ciblage des radicaux violents. L'objectif est de chercher à prévenir la radicalisation par la réintégration des personnes à risque. Ce plan concerne huit ministères mais insiste aussi sur le rôle primordial des municipalités et des études locales sur la radicalisation, l'État central se limitant à distribuer les fonds. Le gouvernement a par ailleurs présenté, il y a plus d'un an, un programme d'action contre le djihadisme prévoyant un retrait du passeport d'un individu qui aurait participé à des entraînements dans un camp djihadiste. Ce même plan propose aussi d'interdire la délivrance d'un visa néerlandais aux prédicateurs radicaux.